

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 29 juillet 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation", a donné le 12 décembre 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 29 juli 1994 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen", heeft op 12 december 1994 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'article 1er, § 1er, alinéa 2, de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité dispose que :

"Sur proposition du Ministre ayant les transports par terre dans ses attributions, le Roi peut confier le contrôle des véhicules en circulation à des organismes agréés à cette fin par Lui, aux conditions qu'Il détermine".

La nature de ces organismes n'est pas précisée de manière à permettre l'agrément soit d'organismes privés soit d'organismes publics (1).

Cet alinéa a été complété par une loi du 18 juillet 1990 et prévoit désormais également que :

"Ces conditions peuvent également porter sur la régularisation de leurs conditions d'exploitation en vue d'assurer l'organisation de ce contrôle sur l'ensemble du territoire et sur leur contribution au financement de l'organisme désigné par Lui, ayant comme mission de promouvoir la sécurité routière; cette contribution ne peut dépasser 10 % des recettes nettes qui résultent des missions confiées par le Roi à ces organismes".

(1) Doc. parl., Chambre des Représentants, 616 (1982-1983) - n° 1, p. 2, et Sénat 614 (1983-1984) - n° 2, p. 7.

Cette même loi a en outre inséré dans l'article 2 de la loi du 21 juin 1985, sous la forme d'un paragraphe 2, ces nouvelles dispositions :

"Le Roi arrête les règles du contrôle administratif permettant de vérifier si les organismes auxquels est confié le contrôle des véhicules en circulation répondent aux conditions d'agrément imposées.

Il détermine à cette fin les mesures administratives éventuellement applicables. Ces mesures, qui peuvent consister en amendes administratives, dont le montant et les modalités sont fixés par Lui, ou comprendre le retrait de l'agrément, ne peuvent être prises qu'après avis d'une commission paritaire consultative composée de membres de l'administration et des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, dont le Roi fixe la composition et les règles de fonctionnement".

Le projet d'arrêté soumis à l'avis de la section de législation repose sur une option déterminée, qui est de consacrer le maintien de la situation existante et, plus précisément, la situation d'oligopole dont bénéficient les organismes énumérés nominativement à l'article 32 de l'arrêté en projet. Bien qu'étant objectives, les conditions d'agrément ne servent finalement pas à sélectionner les organismes à agréer puisque les organismes bénéficiaires sont désignés à l'avance (2).

(2) Les entreprises éventuellement désireuses de s'introduire dans ce secteur d'activité et satisfaisant aux conditions d'agrément ne pourront, dans le système fermé mis en place par l'arrêté en projet, jamais obtenir l'agrément sollicité si ce n'est dans l'éventualité prévue à l'article 30, du retrait de l'agrément attribué à l'un ou l'autre des organismes énumérés à l'article 32.

En effet, selon l'article 3, l'ensemble du territoire est divisé en zones, chacune d'elles étant "dévolue" à un organisme agréé; les dix organismes auxquels est actuellement confié le contrôle des véhicules en circulation, et que l'article 32 énumère, seront, en vertu de cette disposition, agréés sans devoir se soumettre à la procédure prévue à cet effet par l'article 31; aux termes de l'article 33, les "zones d'action" desservies par chacun de ces dix organismes, sont déterminées dans l'annexe 5.

Le projet répartit ainsi l'ensemble du territoire en dix circonscriptions auxquelles il attache un droit exclusif qu'il attribue d'emblée aux sociétés visées à l'article 32.

De plus, l'arrêté en projet présente cette singularité à l'article 35 que ceux des organismes existants qui ne satisfont pas actuellement à toutes les conditions d'agrément continueront néanmoins, pendant une période de trois ans, à pouvoir fonctionner sans courir le risque de se voir substituer d'autres organismes qui, eux, satisferaient dès à présent, ou dans un délai moindre, à ces conditions.

Le système ainsi conçu apparaît comme étant contraire au principe de l'égalité des citoyens devant la loi. On peut également se demander s'il est compatible avec les dispositions du traité instituant la Communauté européenne relatives à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services, ainsi qu'avec l'obligation qui pèse sur les Etats membres de s'abstenir de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts dudit traité.

.../...

II. Le projet comporte d'autre part de nombreuses délégations au ministre, souvent assorties d'une faculté de subdélégation.

Ainsi, la société agréée "doit assurer une qualité optimale du service aux usagers" et se conformer à cet effet "aux directives qui lui sont données en la matière par le Ministre ou son délégué"; "les horaires doivent être approuvés par le Ministre ou son délégué" (3); les organismes "coordonnent leurs activités selon les directives du Ministre ou de son délégué" (4); "le Ministre ou son délégué approuve les prescriptions de construction et les conditions auxquelles doivent satisfaire les appareils et dispositifs de contrôle" (5); "les installations et leur équipement doivent, à tout moment, permettre la bonne exécution des missions des organismes et assurer une qualité optimale du service à l'utilisateur, conformément aux directives du Ministre ou de son délégué" (6); "à la demande du Ministre ou de son délégué, les organismes sont tenus d'installer tout autre matériel en fonction de l'évolution de la technique, des besoins du contrôle et du nombre de lignes d'inspection" (7); "les organismes sont tenus de se conformer aux directives du Ministre quant à l'implantation

(3) Article 4, alinéa 1er.

(4) Article 5.

(5) Article 8, § 3.

(6) Article 8, § 5.

(7) Article 8, § 6.

des stations de contrôle" (8); l'organisme est, dans le cas et selon les modalités prévus à l'article 10, "tenu de proposer au Ministre des mesures en vue d'augmenter la capacité de ses installations"; "l'organisme qui envisage des constructions nouvelles ou des travaux d'adaptation ou d'agrandissement, doit en soumettre le projet, pour approbation, au Ministre; l'approbation précise dans quel délai la réalisation doit être exécutée" (9); le principe de la location et le montant du loyer des biens immobiliers qui ne peuvent être acquis en pleine propriété doivent être "préalablement approuvés par le Ministre" (10); "à la demande du Ministre, les organismes mettent gratuitement à la disposition de l'Administration (...) des locaux dûment protégés, avec l'équipement d'utilité publique approprié, permettant une déconcentration provinciale de la Direction pour l'immatriculation de véhicules" (11); la teneur et les modalités des examens de recrutement et de la formation professionnelle du personnel des sociétés agréées doivent être approuvées "par le Ministre ou son délégué" (12); "l'organisme introduit (...) son budget de recettes et dépenses auprès du Directeur général de l'Administration de la réglementation de la circulation et de l'infrastructure, pour approbation" (13); "lors de l'établissement de leurs

(8) Article 9.

(9) Article 10, alinéa 4.

(10) Article 11, § 2, alinéa 2.

(11) Article 12.

(12) Article 14, alinéas 2 et 3.

(13) Article 21.

comptes d'exploitation, les organismes adoptent un schéma comptable approuvé par le Ministre ou son délégué" (14); "l'organisme établit tous les documents se rapportant à ses missions et prescrites par le Ministre ou son délégué" (15); "les organismes organisent en commun la formation de leur personnel, conformément aux instructions en la matière du Ministre ou de son délégué" (16).

Les dispositions ainsi assemblées confèrent au ministre et à son administration des pouvoirs étendus d'injonction et de "tutelle" à l'égard des sociétés agréées; elles organisent le cadre d'un contrôle étroit et incessant, au moyen duquel l'autorité compétente pour retirer l'agrément et infliger des amendes pourra, non pas tant vérifier que les organismes satisfont aux conditions d'agrément prévues par l'arrêté en projet, qu'imposer des conditions supplémentaires d'exploitation, susceptibles de varier, lui assurant par là un pouvoir d'intervention quasi directe dans la gestion de ces sociétés.

Ces délégations n'ont donc pas trait à des mesures d'exécution complémentaires et de détail; il est même douteux qu'elles portent sur l'établissement de conditions d'agrément au sens où l'entend la loi d'habilitation ou sur le contrôle du respect de telles conditions, de telle manière que le Roi ne paraît lui-même guère tenir de la loi les pouvoirs qu'il est ainsi envisagé de déléguer; ceux-ci

(14) Article 25, alinéa 3.

(15) Article 26, alinéa 1er.

(16) Article 28.

sont du reste incompatibles avec l'autonomie inhérente au statut des sociétés commerciales.

III. Toute infraction aux dispositions de l'arrêté en projet pourra, selon son article 29, § 1er, "entraîner une amende administrative de trente mille à trois cent mille francs"; "l'amende peut également consister en astreintes d'un montant journalier de trois mille à trente mille francs (...) dès le lendemain de la notification de la décision (...) jusqu'au jour où il est mis fin à l'infraction qui y a donné lieu".

L'article 2, § 2, de la loi du 21 juin 1985 permet certes au Roi d'assurer le respect des règles du contrôle administratif qu'il établit par des mesures "qui peuvent consister en amendes administratives, dont le montant et les modalités sont fixés par Lui"; il ne peut cependant suffire de qualifier d'"administratives" les amendes que le projet prévoit pour qu'elles en acquièrent, ipso facto, la nature.

Il importe à cet égard de rappeler que la liberté individuelle trouve sa garantie constitutionnelle dans l'attribution aux seules juridictions de la compétence de prononcer les peines; l'amende infligée par une autorité administrative qui, n'étant ni indépendante ni impartiale, ne procure pas les mêmes garanties, ne peut par conséquent être admise qu'autant qu'elle ne constitue pas une peine.

.../...

La loi, en attribuant à l'autorité administrative le pouvoir d'établir et d'infliger des amendes de caractère administratif, se conforme à ces principes et exclut donc qu'elle puisse prévoir et prononcer des peines.

Pour qu'une amende administrative n'acquière pas le caractère proprement coercitif et répressif qui lui conférerait la nature d'une peine, il est essentiel qu'elle ne puisse, en raison de la modération de son montant, avoir d'effets appréciables sur les revenus ou le patrimoine du contrevenant; son montant doit, en d'autres termes, être fixé de sorte que l'atteinte patrimoniale n'excède pas ce que requiert sa fonction administrative d'avertissement, de rappel à l'ordre ou d'indemnisation forfaitaire; elle ne peut avoir pour but de réprimer des manquements à des dispositions réglementaires que le législateur s'est quant à lui refusé à considérer comme constitutifs d'infractions pénales.

Tant l'immodération des montants que pourraient atteindre les amendes prévues par le projet que l'étendue des pouvoirs abandonnés au ministre pour la détermination, non seulement de l'importance de l'amende à infliger, mais même de la nature des faits répréhensibles, sont incompatibles avec la qualification légale d'"amendes administratives", telle qu'elle vient d'être explicitée.

L'article 29, § 1er, excède donc, dans sa rédaction actuelle, l'habilitation légale qu'il entend mettre en oeuvre.

.../...

IV. Les versements auxquels le "Fonds de prévision et d'utilité publique de l'inspection des véhicules automobiles" procédera en faveur de certaines des sociétés agréées paraissent constituer des aides visées à l'article 93, paragraphe 3, du traité instituant la Communauté européenne; selon cette disposition, la Commission doit être informée, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides, afin de vérifier a priori si elles ne doivent pas être regardées comme incompatibles avec le Marché commun, au regard des conditions imposées par l'article 92 du traité.

Constituent en effet également des "ressources d'Etat" visées au paragraphe 1er de cet article les contributions provenant de personnes privées, et non de pouvoirs publics, mais dont le recouvrement et l'allocation à titre d'aides résultent de règles de droit public, comme c'est ici le cas (17).

Ainsi qu'il ressort de l'article 90, paragraphe 1er, du traité, les aides destinées aux entreprises auxquelles l'Etat accorde des droits spéciaux ou exclusifs, en l'espèce la situation d'oligopole que le projet réserve aux organismes agréés, n'échappent pas à

(17) En ce sens, J. MEGRET, J.-V. LOUIS, D. VIGNES, M. WAELBROECK, "Le droit de la Communauté économique européenne", volume 4, "Concurrence", Editions de l'Université de Bruxelles, 1972, p. 380.

l'application des dispositions précitées; le deuxième paragraphe du même article ne pourrait en outre être utilement invoqué pour se dispenser d'observer la procédure d'information préalable prévue à l'article 93, paragraphe 3 (18).

En conclusion, le projet doit être fondamentalement revu.

(18) o.c., p. 88.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Artikel 1, § 1, tweede lid, van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, bepaalt :

"Op voorstel van de Minister die het vervoer te land onder zijn bevoegdheid heeft, kan de Koning de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen toevertrouwen aan instellingen die hiertoe door Hem erkend worden onder de door Hem gestelde voorwaarden".

De aard van die instellingen wordt niet nader bepaald, zodat zowel privé-instellingen als openbare instellingen kunnen worden erkend (19).

Dit lid is aangevuld bij een wet van 18 juli 1990, zodat het artikel thans tevens het volgende voorschrijft :

"... deze voorwaarden kunnen eveneens betrekking hebben op de regularisatie van hun exploitatievoorwaarden teneinde de organisatie van deze controle over het hele grondgebied te verzekeren en op hun bijdrage tot de financiering van de door Hem aangeduide instelling, die als opdracht heeft de verkeersveiligheid te bevorderen; deze bijdrage moet niet meer bedragen dan 10 % van de totale netto-ontvangsten welke voortvloeien uit de opdrachten die door de Koning aan deze instellingen zijn toevertrouwd".

(19) Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 616
 (1982-1983) - nr. 1, blz 2, en Senaat 614
 (1983-1984) - nr. 2, blz. 7.

Diezelfde wet heeft voorts in artikel 2 van de wet van 21 juni 1985 een nieuwe paragraaf 2 ingevoegd, luidende :

"De Koning stelt de regels inzake administratieve controle vast waardoor kan worden nagegaan of de instellingen waaraan de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen is toevertrouwd, aan de opgelegde erkenningsvoorwaarden beantwoorden.

Met het oog hierop bepaalt Hij de administratieve maatregelen die eventueel toepassing vinden. Deze maatregelen, die kunnen bestaan uit administratieve boeten waarvan het bedrag en de modaliteiten door Hem vastgesteld worden, of uit de intrekking van de erkenning, kunnen slechts genomen worden na advies van een commissie van advies die paritair samengesteld is uit vertegenwoordigers van de administratie en van de instellingen die belast zijn met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen, waarvan de samenstelling en de werkwijze door de Koning bepaald worden".

Het om advies aan de afdeling wetgeving voorgelegde ontwerp van besluit steunt op een welbepaalde beleidskeuze, te weten het behoud van de bestaande situatie, meer in het bijzonder het oligopolie ten voordele van de instellingen die bij name genoemd worden in artikel 32 van het ontworpen besluit. Ofschoon die erkenningsvoorwaarden objectief zijn, dragen zij er uiteindelijk niet toe bij de te erkennen instellingen te selecteren, daar de begunstigde instellingen vooraf bekend zijn (20).

(20) De ondernemingen die in deze bedrijfstak eventueel actief wensen te zijn en die aan de erkenningsvoorwaarden voldoen, kunnen in het gesloten systeem dat door het ontworpen besluit wordt opgezet nooit de gevraagde erkenning

Volgens artikel 3 wordt het hele grondgebied immers onderverdeeld in ambtsgebieden, en wordt elk van die gebieden aan een erkende instelling "toegekend"; de tien instellingen waaraan thans de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen wordt toevertrouwd en die in artikel 32 worden genoemd, worden krachtens deze bepaling erkend zonder dat ze de daartoe bij artikel 31 voorgeschreven procedure hoeven te volgen; volgens artikel 33 worden de "ambtsgebieden" die door elk van de tien instellingen bediend worden, vastgesteld in bijlage 5.

Aldus verdeelt het ontwerp het gehele grondgebied in tien districten, waaraan het een exclusief recht verbindt dat meteen al wordt toegekend aan de in artikel 32 genoemde vennootschappen.

Bovendien vertoont het ontworpen besluit in artikel 35 de eigenaardigheid dat die bestaande instellingen die thans niet aan alle erkenningsvoorwaarden voldoen, niettemin tijdens een periode van drie jaar mogen blijven voortwerken zonder dat zij gevaar lopen plaats te moeten ruimen voor andere instellingen die nu reeds of binnen een kortere termijn aan die voorwaarden voldoen.

De aldus opgezette regeling lijkt strijdig te zijn met het beginsel van de gelijkheid van de burgers voor de wet. De vraag rijst eveneens of die regeling bestaanbaar is

verkrijgen, behalve dan in het geval omschreven in artikel 30, wanneer een erkenning toegekend aan een instelling genoemd in artikel 32 is ingetrokken.

.../...

met de bepalingen in het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap die betrekking hebben op de vrijheid van vestiging en het vrij verrichten van diensten, alsook met de verplichting voor de Lid-Staten om zich te onthouden van alle maatregelen die de verwezenlijking van de doelstellingen van dat Verdrag in gevaar kunnen brengen.

II. Het ontwerp bevat voorts tal van delegaties aan de minister, waarbij vaak de mogelijkheid tot overdracht van die delegatie openstaat.

Zo moet de erkende vennootschap "de gebruikers diensten van optimale kwaliteit verzekeren" en moet zij te dien einde "de richtlijnen (in acht nemen) die haar hierover verstrekt worden door de Minister of zijn gemachtigde"; "de uurregelingen moeten door de Minister of zijn gemachtigde worden goedgekeurd" (21); "de instellingen coördineren hun activiteiten volgens de richtlijnen van de Minister of zijn gemachtigde" (22); "de Minister of zijn gemachtigde keurt de constructievoorschriften en de voorwaarden goed waaraan de apparatuur en de controletoeestellen moeten voldoen" (23); "de installaties en hun uitrusting dienen op elk moment de goede uitvoering van de opdrachten van de instellingen mogelijk te maken en een optimale dienstverlening aan de gebruiker te verzekeren, overeenkomstig de richtlijnen van

(21) Artikel 4, eerste lid.

(22) Artikel 5.

(23) Artikel 8, § 3.

de Minister of zijn gemachtigde" (24); "op verzoek van de Minister of zijn gemachtigde moeten de instellingen om het even welk ander materiaal installeren, in functie van de evolutie van de techniek, de behoeften van de controle en het aantal inspectielijnen" (25); "voor de inplanting van de controlestations zijn de instellingen ertoe gehouden zich te schikken naar de richtlijnen van de Minister" (26); de instelling dient in het geval en op de wijze omschreven in artikel 10 "aan de Minister maatregelen voor te stellen om de capaciteit van haar installaties te verhogen"; "de instelling die een nieuwe constructie, aanpassingswerken of een uitbreiding overweegt, moet het ontwerp hiervan voor goedkeuring voorleggen aan de Minister; de goedkeuring stelt vast binnen welke termijn de werken moeten uitgevoerd worden" (27); het principiële besluit te huren en het bedrag van de huurprijs van de onroerende goederen die niet in volle eigendom kunnen worden verkregen, dienen "vooraf goedgekeurd te worden door de Minister" (28); "op vraag van de Minister stellen de instellingen gratis afdoend beschermde lokalen met de geëigende nutsvoorziening ter beschikking van het Bestuur (...), voor een provinciale deconcentratie van de Directie voor de Inschrijving van de

(24) Artikel 8, § 5.

(25) Artikel 8, § 6.

(26) Artikel 9.

(27) Artikel 10, vierde lid.

(28) Artikel 11, § 2, tweede lid.

Voertuigen" (29); de inhoud van en de nadere regels inzake de wervingsexamens en de beroepsopleiding van het personeel van de erkende vennootschappen moeten "door de Minister of zijn gemachtigde" worden goedgekeurd (30); "de instelling dient ... haar begroting van inkomsten en uitgaven voor goedkeuring in bij de Directeur-generaal van het Bestuur van de Verkeersreglementering en van de Infrastructuur" (31); "bij de opstelling van haar exploitatierekening past de instelling een door de Minister of zijn gemachtigde goedgekeurd boekhoudkundig schema toe" (32); "de instelling stelt alle documenten op die betrekking hebben op haar opdrachten en die door de Minister of zijn gemachtigde voorgeschreven zijn" (33); "de instellingen richten de opleiding van hun personeel gezamenlijk in, overeenkomstig de richtlijnen ter zake van de Minister of zijn gemachtigde" (34).

(29) Artikel 12.

(30) Artikel 14, tweede en derde lid.

(31) Artikel 21.

(32) Artikel 25, derde lid.

(33) Artikel 26, eerste lid.

(34) Artikel 28.

Al deze bepalingen samen geven de minister en zijn bestuur ruime bevoegdheden op het gebied van het injunctierecht ten aanzien van de erkende vennootschappen en het "toezicht" erop; zij voorzien in een kader van strikte en permanente controle, waardoor de overheid bevoegd om de erkenning in te trekken en om boeten op te leggen niet zozeer kan nagaan of de instellingen voldoen aan de bij het ontworpen besluit voorgeschreven erkenningsvoorwaarden, doch veeleer aanvullende, voor verandering vatbare exploitatievoorwaarden kan opleggen die haar aldus de macht geven om zich als het ware rechtstreeks te mengen in het beheer van die vennootschappen.

Die delegaties betreffen dus geen aanvullende uitvoeringsmaatregelen, noch uitvoeringsmaatregelen inzake detailkwesties; het valt zelfs te betwijfelen dat ze verband houden met het vaststellen van erkenningsvoorwaarden zoals in de machtigingswet wordt bedoeld of met de controle op de inachtneming van zulke voorwaarden, zodat de Koning zelf aan de wet nauwelijks de bevoegdheden lijkt te ontlelen die Hij aldus voortaan zou delegeren; deze bevoegdheden zijn overigens niet bestaanbaar met de autonomie eigen aan het statuut van de handelsvennootschappen.

III. Iedere overtreding van het bepaalde in het ontworpen besluit kan volgens artikel 29, § 1, "gestraft worden met een administratieve boete gaande van dertigduizend tot driehonderdduizend frank"; "de boete kan eveneens bestaan uit een dagelijkse dwangsom gaande van drieduizend tot dertigduizend frank, (...) vanaf de dag

.../...

volgend op de betekening van de beslissing (...) tot op de dag dat een einde wordt gesteld aan de overtreding die er de aanleiding toe gaf".

Krachtens artikel 2, § 2, van de wet van 21 juni 1985 kan de Koning weliswaar de naleving van de door Hem bepaalde regels van administratieve controle regelen door middel van maatregelen "die kunnen bestaan uit administratieve boeten waarvan het bedrag en de modaliteiten door Hem vastgesteld worden"; het is echter niet voldoende de in het ontwerp gestelde boeten als "administratieve boeten" te bestempelen opdat ze het ipso facto ook zullen zijn.

In dat verband moet eraan herinnerd worden dat de vrijheid van de persoon aldus in de Grondwet is vastgelegd dat alleen de gerechten bevoegd zijn om straffen uit te spreken; de boete opgelegd door een administratieve overheid die onafhankelijk noch onpartijdig is en dus niet dezelfde garanties biedt, kan bijgevolg alleen worden aanvaard in zoverre zij geen straf vormt.

Door aan de administratieve overheid de bevoegdheid toe te kennen om administratieve boeten te stellen en op te leggen, verdraagt de wet zich met die beginselen en sluit ze derhalve uit dat die overheid straffen stelt en uitspreekt.

Wil een administratieve boete niet de kenmerken van een straf hebben, te weten de eigenlijke dwingende en repressieve aard ervan, dan is het essentieel dat ze wegens de matigheid van het bedrag geen aanzienlijke gevolgen mag hebben voor de inkomsten of het vermogen van de overtreder;

.../...

kortom, het bedrag ervan moet aldus worden bepaald dat de weerslag op het vermogen niet groter is dan wat beoogd wordt met een administratieve waarschuwing, een terechtwijzing of een forfaitaire schadeloosstelling; de administratieve boete mag niet strekken tot bestraffing van de niet-naleving van verordeningsbepalingen, een niet-naleving die de wetgever zijnerzijds niet als een strafbaar feit heeft willen beschouwen.

Zowel de bovenmatig grote bedragen die met de in het ontwerp gestelde boeten gemoeid kunnen zijn als de ruime bevoegdheid die aan de minister wordt toegekend om niet alleen de hoegrootheid van de op te leggen boete te bepalen, doch zelfs de aard van de strafbare feiten, verdragen zich niet met de wettelijke kwalificatie van "administratieve boeten" zoals deze hierboven is uiteengezet.

Artikel 29, § 1, gaat dus in zijn huidige lezing de wettelijke machtiging te buiten die deze bepaling beoogt uit te voeren.

IV. De stortingen van het "Fonds voor Voorziening en van Openbaar Nut voor de Inspectie van Automobielen" ten gunste van sommige erkende vennootschappen lijken steunmaatregelen te vormen in de zin van artikel 93, lid 3, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap; volgens die bepaling moet de Commissie tijdig op de hoogte gebracht worden van elk voornemen tot invoering of wijziging van steunmaatregelen om haar opmerkingen te kunnen maken, ten einde vooraf te kunnen nagaan of ze niet beschouwd

.../...

moeten worden als onverenigbaar met de gemeenschappelijke markt, in het licht van de voorwaarden opgelegd bij artikel 92 van het Verdrag.

Onder de "staatsmiddelen" bedoeld in lid 1 van artikel 92 worden immers ook de bijdragen gerekend die van privépersonen (dus niet van openbare besturen) afkomstig zijn, doch waarvan de inning en de toewijzing als steunmaatregelen voortvloeien uit voorschriften van publiek recht, zoals hier het geval is (35).

Zoals blijkt uit artikel 90, lid 1, van het Verdrag, zijn voornoemde bepalingen eveneens van toepassing op de steunmaatregelen bestemd voor de ondernemingen waaraan de Staat bijzondere of uitsluitende rechten verleent, bepaaldelijk het oligopolie dat het ontwerp toekent aan de erkende instellingen; overigens kan lid 2 van hetzelfde artikel niet geldig worden aangevoerd om de procedure van voorafgaande inkennisstelling voorgeschreven bij artikel 93, lid 3, niet in acht te hoeven nemen (36).

Het besluit is dan ook dat het ontwerp fundamenteel moet worden herzien.

(³ ⁵)
Zie in dat opzicht, J. MEGRET, J.-V. LOUIS, D. VIGNES, M. WAELBROECK, "Le droit de la Communauté économique européenne", deel 4, "Concurrence", Editions de l'Université de Bruxelles, 1972, blz. 380.

(³ ⁶)
Op. cit., blz. 88.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.